

ficacité de nos méthodes à la Chambre. Comment critiquer le gaspillage et les médiocres résultats de l'administration gouvernementale, si nous ne commençons pas par améliorer notre rendement ici? Si nous ne réussissons pas à faire de la Chambre un instrument efficace de réforme, nous aurons failli à la tâche, car nous n'aurons pas su donner l'ampleur voulue à la démocratie, nous n'aurons pas su assurer à notre pays son plein développement et nous aurons failli à notre tâche envers les Canadiens.

[Français]

On doit faire reconnaître, monsieur l'Orateur, les occasions qui nous sont offertes de construire un pays plus fort et plus «distingué», en ayant un gouvernement à caractère vraiment bilingue. Ainsi, chez nous comme à l'étranger, le Canada sera reconnu comme un pays qui va de l'avant.

[Traduction]

En qualité de Canadiens, accueillons le changement pour les occasions qu'il offre. Bâtissons notre pays avec un esprit d'initiative typiquement canadien. (*Applaudissements*)

**L'hon. Hugh John Flemming (Carleton-Charlotte):** Monsieur l'Orateur, avant d'aborder le budget, j'aimerais féliciter l'honorable représentant qui vient de faire son premier discours à la Chambre. J'étais tellement d'accord avec presque tout ce qu'il a dit que je me suis demandé si je n'étais peut-être pas assis du mauvais côté.

Je grouperai mes observations sur le budget cet après-midi sous trois chefs: la situation du contribuable canadien, la situation du gouvernement canadien, et la situation des provinces, en insistant surtout sur les provinces de l'Atlantique et ma propre province du Nouveau-Brunswick. Au départ, j'aimerais faire certaines observations sur l'exposé du ministre et sur le budget qu'il a présenté—à propos duquel mon honorable ami d'Edmonton-Ouest a dit avec esprit que lorsqu'on sème le vent, on récolte la tempête. Le ministre a mentionné dans son discours que les conditions économiques au Canada ont commencé à s'améliorer en 1961. Autrement dit, il reconnaissait que l'ancien gouvernement, le gouvernement dirigé par le représentant de Prince Albert (M. Diefenbaker), avait sorti le pays du pétrin dans lequel il patageait en 1957. Voici les paroles mêmes du ministre, qu'on trouvera à la page 1678 du *hansard*:

L'économie canadienne reflète toujours l'expansion commencée en 1961, surchauffée en 1965 et 1966, ralentie par suite des rajustements nécessaires en 1967, et qui a accéléré de nouveau modérément cette année.

Le ministre n'a pas approfondi son allusion à la surchauffe de 1965 ou de 1966, ni mentionné que ces deux années-là, il faisait partie du gouvernement. Il n'a pas rappelé non plus que le gouvernement n'avait apparemment fait aucun effort au cours de ces deux ans pour mettre de l'ordre dans ses affaires afin d'empêcher l'économie de s'emballer. Il n'a soufflé mot des soixante jours de décision qui ont suivi les élections de 1963, qui furent, en fait, soixante jours de bévues. Et maintenant, après cinq ans de gaffes, le ministre fait rapport à la Chambre, dans son discours du 22 octobre où, sous la rubrique «La résistance à l'inflation», nous lisons les mots suivants:

...elle rend les gens et leurs organismes de placements de plus en plus hésitants à prêter leur argent, sinon à des taux d'intérêt élevés et en quantité réduite.

En d'autres termes, vous n'en aurez pas autant et vous devrez payer davantage. C'est là le résultat de la surchauffe. Qui sème le vent récolte la tempête. Les gens que cela concerne sont des gens ordinaires qui doivent pourvoir à leurs besoins journaliers. De la stupidité financière, voilà le seul terme dont on puisse qualifier pareille aberration.

Je conviens qu'on pourrait, à bon droit, me demander: qu'aurait dû faire le gouvernement? En 1965 et en 1966, alors que les économistes signalaient une activité économique extraordinaire, le gouvernement aurait dû réduire ses dépenses—les supprimer dans certains cas, les différer dans d'autres, les éliminer par stades dans d'autres, afin de maintenir l'économie à un rythme normal au lieu de l'accélérer au point que les prix sont montés en flèche et que le coût de la vie a grimpé à un niveau sans précédent. Voilà ce qui est arrivé à un gouvernement dont le ministre actuel des Finances (M. Benson) était membre, un gouvernement dont le premier ministre (M. Trudeau) était membre. Au lieu d'agir comme je viens de l'indiquer, le gouvernement a fait de folles dépenses. Il a concurrencé l'entreprise privée pour la gestion, pour la main-d'œuvre, pour les matériaux de plus en plus rares, pour l'argent sur les marchés financiers.

Selon le ministre des Finances, la fête est finie mais nous en subissons encore les conséquences. Nous en ressentons encore le contre-coup et les tracas retombent sur tous les Canadiens. Je le répète, le ministre des Finances n'a pas indiqué la cause de la situation actuelle. Pour une désignation appropriée, je cite la *Free Press* de Winnipeg qui elle l'a qualifiée de sombre pétrin. Avant de quitter ce sujet—rien ne saurait être plus important que l'inflation, puisqu'elle accélère et fait monter en flèche le coût de la vie de tous les Canadiens—je veux que la Chambre se rende compte que la fin n'est pas encore proche. A